

À la mémoire de M. S., à A.-M. G.

Jean-Luc Mariet
Techniques des terroristes
2^e édition Paris PUF 2002

Préface
Le 11 septembre 2001,
ses causes et ses conséquences

« La prochaine fois, ce sera très précis et le World Trade Center continuera d'être une de nos cibles aux États-Unis si nos demandes ne sont pas satisfaites. »

(Nidal Ayyad, militant islamiste, février 1993.)¹

« Vous allez avoir le temps : vous avez six minutes pour nous expliquer en direct les raisons des attentats ! »

(Une journaliste TV à l'auteur, 16 septembre 2001.)

Les événements qui ont frappé les États-Unis le 11 septembre 2001 ont fait l'objet d'une gigantesque couverture médiatique. De ce point de vue, ceux qui ont perpétré ces crimes ont réussi la plus gigantesque opération médiatique de l'histoire du terrorisme. Pour un coût de quelques milliers de dollars (500 000 ?), ces attentats ont en effet rapporté plusieurs milliards de dollars de « couverture médiatique ». Cette publicité, certes largement négative dans les démocraties représentatives d'Amérique du Nord et d'Europe, suscitera certainement de nouvelles vocations et de nouveaux soutiens parmi les éléments fondamentalistes des populations de confession musulmane à travers le monde. Le paradoxe est que les médias, les analystes et l'opinion publique ont parlé d'« Al Qaida » comme d'une organisation formelle affirmée et de Ben Laden comme de son chef, alors que rien ne prouve jusqu'à aujourd'hui qu'« Al Qaida » soit autre chose qu'une vague structure informelle – avec cependant des processus de sujétion et de direction – et Ben Laden un symbole et un porte-parole.

1. *United States of America vs Mohammad A. Salameh et al.*, S593CR.180 (KTD). Voir aussi *Summation Statement of Henry J. DePippo, Prosecutor, USA vs Muhammad A. Salameh et al.*, S593CR.180 (KTD), 16 février 1994, p. 8479-8484.

ISBN 2 13 052679 9

Dépôt légal — 1^{re} édition : 2000, mai
2^e édition mise à jour : 2002, mars

© Presses Universitaires de France, 2000
6, avenue Reille, 75014 Paris

Il se confirme avec le 11 septembre 2001 que le terrorisme est consubstantiellement en recherche de nouvelles cibles à frapper ou de nouvelles méthodes (des avions frappant des bâtiments ou des enveloppes d'anthrax (charbon)). « Nouveauté » est cependant un terme à préciser : toute organisation ayant recours au terrorisme a en général à disposition en permanence plusieurs plans d'action en attente. « Al Qaida », dont il n'est pas certain à ce jour que ce soit autre chose qu'une vague structure informelle, aurait ainsi défini environ 150 cibles à travers le monde voici quelques années. Il faut donc considérer que les prochaines vagues d'attentats sont déjà élaborées en théorie, voire en pratique. À cet égard, il faut rappeler que le World Trade Center lui-même avait été frappé en 1993 et que dans les années 80, le FBI avait trouvé divers documents indiquant déjà un intérêt pour la destruction de ces immeubles de la part de groupes islamistes. De la même façon – préfiguration du terrorisme biologique de septembre et octobre 2001 ? –, des groupes d'extrême droite américaine avaient publiquement envisagé à la fin des années 90 de recourir à l'anthrax¹.

Culture de l'action et mode opératoire des opérations du 11 septembre 2001

Les actions terroristes se bâissent en effet sur les attentats précédents. Elles en tirent des leçons, en analysent les succès et les échecs, n'apparaissent pas *sui generis*. Les attentats du 11 septembre sont ainsi une nouveauté essentiellement dans le nombre de victimes qu'ils ont faites : plus de 3 000 morts directs et probablement des dizaines de milliers non comptés provoqués par les effets de panique (suicides, crises cardiaques, surdoses accidentelles de médicaments modifiant l'humeur, assassinats de personnes assimilées ethniquement aux terroristes) ou la récession économique induite (en particulier dans les pays en voie de développement : de la croissance en moins signifie en effet davantage de malnutrition ou des problèmes pour financer le développement).

1. Voir par exemple *The Modern Militiaman's Internet Gazette*, 6 mars 1998, n° 10-1998. Et d'une façon générale sur la « campagne d'anthrax de l'automne 2001 », voir l'excellente analyse d'Ely Karmon de l'Institut du contre-terrorisme. Israël, 30 octobre 2001.

Pour le reste, ces actions ont « fait du neuf avec du vieux » : le pilotage d'avions par des terroristes n'est pas une première : au milieu des années 80, un Boeing 747 détourné au Proche-Orient a été rapidement piloté par un terroriste. De la même façon, des avions ont déjà été détournés à l'aide d'armes blanches (l'Armée rouge japonaise utilisa des sabres pour cela dans les années 70). De la même manière, les actes suicidaires ou *kamikaze* des terroristes, la dimension du martyr dans le chiïsme, les pratiques suicidaires des Tigres tamouls ou les attentats à la bombe du Djihad islamique ou du Hamas en Palestine relativisent le caractère nouveau des attentats anti-américains, même si ces organisations ont des façons particulières d'exercer des pressions sur leurs militants¹. Le caractère coordonné des destructions n'est pas non plus une nouveauté : en 1993, Ramzi Youssef envisageait lui aussi de faire exploser en vol une douzaine d'avions au-dessus du Pacifique.

Par-delà les circonstances, désormais largement connues, la préparation des attentats est aussi l'occasion pour tout groupe terroriste en général, et « Al Qaida » en particulier, d'appliquer un plan d'action prédéfini et normé à partir de l'expérience acquise ou de la « culture d'entreprise » qui s'enrichit avec le temps.

Pour « Al Qaida », au plan tactique, une opération est en général montée d'une façon autonome au plan local, mais dirigée par une personne passée par l'Afghanistan. Auparavant, le signal de départ avait été donné par un décideur opérationnel stratégique en Afghanistan (M. Atef?). Selon les témoignages de personnes arrêtées à la suite des attentats de 1993 contre le World Trade Center ou contre l'ambassade américaine de Nairobi, il paraît y avoir fort classiquement d'ailleurs une véritable division du travail : surveillance et collecte des informations sur les cibles désignées (caractéristiques, population, surveillance), exploitation par la direction de la cellule (M. Atta pour le 11 septembre 2001) qui élabore les modalités précises d'action ; phase opérationnelle : le cas échéant, apport sur site des armes ou des explosifs, exécution de l'attentat.

Dans le cas de l'attentat contre l'ambassade américaine de Nairobi en 1998, les terroristes ont attaqué une cible qui contenait beaucoup de citoyens américains (diplomates, militaires, civils), qui était facile à frapper et qui avait une femme – ambassadrice – à sa

1. Voir *infra*.

tête (la mort de cette dernière pouvait susciter un surcroît de médiatisation). L'attentat s'est encore déroulé à un moment (un vendredi entre 10 h 30 et 11 h) où les « bons » musulmans étaient à la prière.

Un temps de préparation relativement long et une longue planification opérationnelle. L'analyse statistique des attentats attribués en général à « Al Qaida » en est un indicateur :

<i>Date et lieu de l'attentat</i>	<i>Nombre de victimes</i>	<i>Délais écoulés depuis l'attentat précédent</i>
29 décembre 1992, attentat contre un hôtel du Yémen où se trouvaient des soldats américains allant participer à l'opération Restore Hope en Somalie.	2 touristes autrichiens tués	Premier attentat attribué à Al Qaida
23 février 1993, attentat à la bombe contre les fondations d'une des tours du World Trade Center	8 morts et plus de 1 000 blessés	2 mois
3 et 4 octobre 1993, attaque contre des soldats américains à Mogadiscio-Somalie	18 soldats tués	7 mois
26 juin 1995, tentative d'assassinat contre le président égyptien Moubarak à Addis Abeba-Éthiopie	?	21 mois et demi
7 août 1998, le jour anniversaire de l'envoi de troupes américaines dans le Golfe en 1990 contre l'Irak, 2 bombes explosent presque au même instant devant les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es-Salaam (Tanzanie)	234 morts (dont 12 Américains) et plus de 5 000 blessés	38 mois
5 octobre 2000, un commando suicide se précipite contre le bâtiment USS Cole au Yémen	17 morts et 39 blessés	26 mois et demi
5 septembre 2001, attaques suicide contre le World Trade Center et le Pentagone	Plus de 5 000 morts	11 mois et demi

Le faible nombre d'attentats oblige à une certaine prudence dans l'analyse. Ainsi, cette étude fréquentielle doit être relativisée par exemple par l'existence d'attentats qui auraient été tenus secrets (improbables ?) ou qui ont échoué en particulier mais pas forcément par l'intervention préemptive des forces de l'ordre¹ ou qui auraient encore été envisagés par les terroristes². L'intervalle moyen entre les attentats ci-dessus est d'environ dix-sept mois et demi, l'intervalle minimal (deux mois) et le plus long (trente-huit mois).

Ces délais entre les attentats peuvent s'expliquer par deux ordres de motifs complémentaires :

- les possibilités logistique et matérielle de l'organisation de commettre les attentats ne sont d'abord pas infinies et même s'il est avéré que les cellules clandestines sont totalement autonomes dans l'exécution dès lors que la cible a été choisie, on doit se rappeler que l'ensemble d'une organisation terroriste adopte en général une posture de sûreté après avoir frappé (changements de lieux d'habitation, modifications des rythmes de communication, ralentissements des échanges ou soutiens logistiques), etc., ce qui a pour conséquence de ralentir temporairement des capacités d'action déjà amoindries puisqu'elle viennent d'être utilisées. Ainsi, en janvier 2000, Ben Laden changea brusquement d'endroit au moment précis où des pirates de l'air détournaient un avion en Inde au Cachemire ;
- l'action terroriste ayant pour but de scandaliser une gamme d'intérêts politiques pour les faire connaître (la lutte contre le « sionisme », contre les « Croisés », etc.), un groupe terroriste qui vient d'effectuer une action retentissante et mobilisatrice des médias et des consciences n'a pas besoin immédiatement d'agir de nouveau, ce qui gaspillerait ses ressources matérielles et humaines.

1. Par exemple, Ahmed Ressay, citoyen algérien de 34 ans, fut arrêté en décembre 1999 par la douane américaine tandis qu'il tentait de franchir la frontière canado-américaine dans une voiture contenant 50 kg d'explosifs et des détonateurs improvisés, entre Vancouver et Seattle. Il fut accusé d'avoir voulu organiser divers attentats durant les fêtes du millénaire. Bien qu'il refusa de coopérer avec la police, une vague d'arrestations de ses complices en Amérique du Nord, Algérie et Europe eut rapidement lieu. Il fut condamné à cent quarante années de prison. Autre exemple : R. Reid en décembre 2001 (explosifs cachés dans une chaussure).

2. Projet d'assassiner le pape aux Philippines en 1994, le président Clinton en 1995, projet de détruire une douzaine d'avions civils américains en vol simultanément (1995) ; attentats à la bombe envisagés contre l'aéroport de Los Angeles et/ou la côte Est des États-Unis pour le Millénaire, projet d'attentat contre la cathédrale de Strasbourg ou l'ambassade américaine à Paris (2000 et 2001), etc.

Les événements de novembre 2001 en Afghanistan et l'avancée de l'Alliance du Nord, en démantelant certaines installations salafistes, ne vont certainement pas non plus favoriser le dynamisme d'« Al Qaida ».

En termes de dégâts occasionnés, les actions auxquelles procède « Al Qaida » visent d'abord à faire des pertes humaines (et spécialement américaines) avant de faire des dégâts matériels : cette instrumentalisation de la violence se retrouve par exemple dans les attentats contre des soldats américains en Somalie ou en Arabie Saoudite ou dans la tentative d'assassinat de M. Moubarak. Cette pratique se distingue de celles d'autres organisations politiques ayant recours aux attentats à la bombe (en Corse par exemple). Évidemment, le nombre de victimes du 11 septembre 2001 (plus de 5 000 morts) en montre le caractère unique au regard d'autres attentats meurtriers commis par diverses organisations : Louxor (Gamat al-Islamiya, 58 morts, 1997) ; Oklahoma City (1995, 168 morts) ; Lockerbie (1988, 270 morts) ; le vol Air India (Groupe sikh, 1985, 329 morts), etc., ou commis par « Al Qaida » elle-même.

Dernière caractéristique, les actions menées par la nébuleuse qui gravite autour d'« Al Qaida » ne sont jamais revendiquées. Au contraire, de faux noms sont utilisés afin de pouvoir mieux nier toute éventuelle imputation. C'est ainsi que Ben Laden et son entourage en Afghanistan pouvaient se distinguer systématiquement et matériellement d'un attentat.

Cette considération sur la culture opérationnelle d'« Al Qaida » et sur les attentats de septembre 2001 a de nombreux intérêts. Elle est insuffisante à elle seule à expliquer les raisons manifestes et latentes de cette violence. Premier postulat : s'il est impossible de distinguer totalement les motivations rationnelles et inconscientes des terroristes, divers éléments d'analyse peuvent être invoqués dont les pressions de l'organisation terroriste pour faire agir, les motivations et représentations religieuses ou l'origine sociale ou la perception des diverses sociétés dans lesquelles les terroristes ont vécu. Deuxième postulat : « Al Qaida » a ou avait des structures déterminées à la fois par des considérations opérationnelles et religieuses. Troisième postulat : l'origine de la violence qui a frappé New York ne se limite pas au symbole de Ben Laden ni même à « Al Qaida ». Elle est au contraire structurelle et mondiale. Par conséquent, elle continuera après « Al Qaida », réseau fluide d'organisations autonomes pour l'essentiel.

Martyrs et actions « de sacrifice » : essais d'évaluations psychosociologiques des profils terroristes

Comment expliquer ainsi que des hommes aient fait ce qu'ils ont fait ? Folie ? Fanaïsme ? Frustration ? Héroïsme ? Les membres des organisations politiques terroristes n'ont pas un profil psychosociologique unique. Au contraire, il apparaît plutôt que chacune d'entre elles – fondée sur des doctrines et des socles sociologiques et culturels spécifiques – attire, cherche et recrute des militants aux profils particuliers et eux aussi spécifiques. À chaque cause et à chaque organisation, des profils propres.

À titre d'exemple, différentes études psychologiques faites sur les membres de la Fraction Armée rouge en Allemagne ont montré des caractéristiques assez uniques dans l'univers du terrorisme : la plupart d'entre eux avaient des liens distants ou conflictuels avec leurs parents et en particulier leur père et le groupe était un moyen de socialisation unique, une structure permettant l'émergence d'un « moi collectif » dans laquelle s'agrégèrent des personnalités immatures qui pérennisaient certaines exigences adolescentes. Le terrorisme américain des années 70 et 80 a lui aussi fait l'objet de diverses évaluations : ainsi, à l'extrême droite, il apparaît que les membres de ces organisations aujourd'hui démantelées étaient principalement blancs ou indiens, d'un faible niveau scolaire, avec un métier assez modeste et habitant dans de petites villes ou villages – pour simplifier des « petits Blancs » déclassés. À l'inverse, le terrorisme d'extrême gauche était plutôt le fait de minorités ethniques (Noirs, Portoricains), souvent très diplômés et habitant dans de grandes villes.

Au début des années 70 encore, à la grande époque des détournements aériens, il fut trouvé quelques traits communs aux pirates de l'air : un père violent et souvent alcoolique, une mère très religieuse, souvent bigote, une timidité, une passivité sexuelle du pirate (à l'occasion de leur première expérience sexuelle, les pirates de l'air avaient affaire à des femmes de deux à vingt ans plus âgées qu'eux et la femme avait pris l'initiative) ; des problèmes financiers et une possibilité limitée de gagner de l'argent ; des attitudes protectrices

envers leurs sœurs plus jeunes¹. Ces résultats sont évidemment discutables. Beaucoup de personnes ont le profil décrit, sans pour autant devenir des pirates aériens. La vraie question est toujours : Qu'est-ce qui leur fait franchir le pas ? La politique ? La culture ? Le fait d'avoir été victimes d'une injustice ? Des troubles psychiques ? Le fait de vivre dans une culture particulière avec un système spécifique de valeurs² ?

Une étude du terrorisme italien a conclu que de 1969 à 1980, 2 017 personnes avaient été poursuivies pour des actes terroristes en Italie. 55 % de ces terroristes se disaient de gauche et 45 % de droite. Les auteurs ont cru pouvoir distinguer certaines constantes psychologiques chez les terroristes de droite : ambivalence envers l'autorité, intelligence faible ou moyenne, adhésion à des comportements sociaux conventionnels ou stéréotypés, détachement émotionnel envers les conséquences de leurs actions, problèmes d'identité sexuelle, pulsions destructrices et autodestructrices ; croyance en la magie et la superstition, niveau culturel bas, perception fétichiste des armes et adhésion à une culture de la violence. Ces traits composeraient le portrait idéal de la personnalité « autoritaire-extrémiste ». Les auteurs de cette étude considérèrent finalement qu'en matière de terrorisme d'extrême droite, « les individus sont fréquemment psychopathes et leur idéologie vide : l'idéologie est hors de la réalité et les terroristes sont à la fois plus normaux et plus fanatiques »³.

En France, au milieu des années 90, les attentats perpétrés par des groupes du GIA ont été l'occasion d'employer des Français de confession musulmane, issus de l'immigration ou convertis, qui avaient été souvent islamisés en prison, avec un faible niveau scolaire et souvent assez désocialisés. Cette tentative – en fin de compte infructueuse – a peut-être eu des conséquences sur les actions de prosélytisme de diverses organisations islamistes. La sur-représentation de personnes diplômées et bien intégrées socialement parmi les terroristes qui ont frappé le World Trade Center en est peut-être un indice. C'est aussi et surtout la preuve des clivages

sociologiques qui divisent en partie la mouvance islamique à travers le monde. Les islamistes contemporains – ces « éduqués »¹ – se trouvent en effet souvent entre deux mondes d'ailleurs contradictoires : entre savoirs modernes (appris dans les universités occidentales ou dans les universités arabes, surpeuplées et très appauvries et donnant peu de perspectives d'ascension sociale) et culture islamique. Comme le dit B. Étienne, « Ph.D. (doctorat) + barbes = jeunes, dynamiques, diplômés »².

Or cet aspect de la réalité va à l'encontre du sens commun « occidental » : « Comment des gens éduqués dans nos universités peuvent-ils se suicider pour faire le mal ? »

La réponse à cette question n'est pas simple : elle doit prendre en compte des éléments religieux (le Coran autorise-t-il ce type d'action ?), culturels (certaines sociétés favorisent-elles ou fabriquent-elles une inclination au « martyr ») ou organisationnelles (comment les groupes terroristes assurent-ils un contrôle, un endoctrinement sur leurs militants sacrifiés) ?

Le Coran et les paroles transmises du Prophète (*Hadith*) interdisent le suicide (Sourate 2, verset 195), l'Enfer éternel est promis à ceux qui le commettraient. D'un autre côté, celui qui sacrifie sa vie à la cause de l'Islam est célébré : l'Islam possède ainsi de nombreuses références religieuses et historiques du sacrifice licite de héros musulmans³.

Selon une interprétation fondamentaliste de l'Islam, les habitants du Jardin d'Allah se divisent en trois catégories : les *moustanbat* (qui connaissent leur devoir religieux, la plus élevée des catégories), les *moustakbar* (ceux qui oppriment l'humanité) et les *moustadafin* (les opprimés) qui doivent être défendus et éclairés par les *moustanbat*. Ceux-ci sont des guerriers d'Allah et doivent intervenir pour peu qu'ils remplissent quatre conditions : ils doivent être *aqil* (sain), *baligh* (adulte), *jayez altassarraf* (autorisé à intervenir) et *moukhtar* (autonome). Tout *moustanbat* a un devoir essentiel, celui d'exterminer les infidèles. Il peut pour cela se faire juge pour peu qu'il en reste aux préceptes de la Foi. Il peut prononcer une sentence de mort sans même consulter un juge (*qadi*). L'assassinat est par conséquent une tradition

1. D. G. Hubbard, *The Skyjacker. His Flight of Fantasy*, New York, MacMillan, 1971.
2. F. Ferracuti, A Sociopsychiatric Interpretation of Terrorism, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 463, p. 129-140.
3. F. Ferracuti et F. Bruno, *Psychiatric Aspects of Terrorism in Italy*, dans I. L. Barak-Glantz et C. R. Huff (eds), *The Mad, the Bad and the Different Essays in Honor of Simon Dinitz*, Lexington, Lexington Books, 1981, p. 199-213.

1. G. Kepel, *Le Prophète et le Pharaon*, Paris, La Découverte, 1984, p. 126 et s.
2. B. Étienne, *L'Islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987, p. 202.
3. Voir par exemple Al-Baihaqi, Al Nawawi, Al-Hafez Bin Hajr, Ibn Khuwaiz Min-dad, etc.

qui remonte à « l'aube de la foi »¹ : trois des quatre califes qui succédèrent à Mahomet furent ainsi assassinés par ceux qui estimaient qu'ils étaient devenus de l'ivraie.

Le martyr (*Shadid*) paraît une source de paradis pour les terroristes chiïtes – souvent mortifères – se lançant dans ce genre d'opération désespérée. Il existe ainsi une expression consacrée, *Basamat al-farah*, le « sourire de joie », qui désigne l'expression extatique qui est censée se trouver sur le visage des martyrs. Ainsi, le conducteur du camion qui dévasta l'ambassade américaine en avril 1983 sourit à un soldat américain de garde qui se trouvait à proximité de la trajectoire du camion avant l'explosion. Avant d'aller projeter une voiture piégée contre un convoi militaire israélien dans le Sud-Liban, une jeune fille de 17 ans, San'ah Muheidli, demanda sur une cassette vidéo à sa mère de laisser sa joie s'exprimer « comme si c'était le jour de son mariage ».

Une brochure de quelques pages, éditée par la fondation chiïte Abou Dharr, décrit le moment qui précède l'instant du martyr :

« Le grand maître du martyr se dresse maintenant pour montrer à tous ceux qui n'ont du Djihad qu'une idée étriquée, à tous ceux pour qui "victoire" signifie triomphe sur l'ennemi, que le sacrifice de soi n'est pas une défaite, une perte, mais un choix par lequel le moudjahid, libre comme il ne l'a jamais été, brûlant d'amour, remporte la victoire /.../. "Chahadat", dans notre culture et notre religion, n'est pas un sanglant accident. D'autres confessions, d'autres peuples entendent le martyr comme le trépas de héros tués par l'ennemi. Il s'agit d'une tragédie, et celui qui meurt ainsi reçoit le nom de martyr. Mais, pour nous, "Chahadat" n'est pas imposé à un moudjahid par l'ennemi. C'est une mort désirée, choisie dans la clarté, en état complet d'éveil, en toute logique, en pleine conscience /.../. Celui-là qui fait de la mort brûlante un symbole d'amour, un témoignage de vérité, celui-là est un martyr... Il vit. Il est là, parmi nous. Dans le giron de Dieu, pour toujours mais aussi partout, dans le cœur de la masse des fidèles. Celui-là, en revanche, qui choisit le déshonneur pour sauver sa vie, celui-là, devant l'Histoire, n'est qu'un répugnant mort-vivant. »²

1. A. Taheri, *La Terreur sacrée*, Paris, Sylvie Messinger, 1987, p. 48 et s.

2. Cité par X. Raufer, *La Nébuleuse : le Terrorisme du Moyen-Orient*, Paris, Fayard, 1987, p. 374.

Les attentats suicide commis par des membres du Hamas ou du Djihad islamique en Palestine sont différents de cette forme chiïte d'autosacrifice. Le sunnisme palestinien s'est certes inspiré du chiïsme, mais il a d'abord des conditions d'apparition propres dans une lutte qui ne recourait pas jusqu'alors à cette pratique : apparu en 1994, les islamistes palestiniens l'ont utilisé essentiellement à titre de vengeance ou pour contrer parfois les avancées du processus de paix. En 1994 en représailles à un massacre commis par un colon israélien ; en février-mars 1996 pour répondre au meurtre par les services israéliens de Yehia Ayache – un des experts en explosifs du Hamas – ; puis encore avec l'actuelle Infada et par exemple la mort d'un enfant palestinien dans les bras de son père en octobre 2000. En Cisjordanie, de nombreux photomontages célèbres et héroïsent par exemple leurs actions sacrificielles et symboliques. Les explications de cette pratique sont nombreuses : « moyen de devenir un individu dans la mort », acte politique, contribution et volonté d'appartenir à l'imaginaire guerrier palestinien, refus de la supériorité militaire israélienne ? À cet égard, le fait que les générations palestiniennes précédentes ne recouraient pas au martyr peut indiquer une détérioration, voire une déstructuration de la société palestinienne. C'est aussi le fruit d'une pression religieuse, sociale et financière des organisations politiques commanditaires sur des militants qui viennent souvent de Gaza, sont la plupart du temps bacheliers et âgés de 18 à 25 ans :

- les promesses de vierges à l'hymen se régénérant indéfiniment disponibles au Paradis impliquent par exemple une préparation et une purification du corps avant d'agir, en particulier parfois la protection du sexe à l'aide de bandelettes ;
- le sacrifice du fils procure aussi une rente régulière à la famille qui reste ici-bas et offre ainsi les perspectives d'une évolution sociale positive.

La logique des martyrs du 11 septembre 2001 paraît être d'un autre ordre. Ici, il n'y a pas de jeunes Palestiniens sans perspective qui sont utilisés, formés/déformés par des organisations politiques islamiques. Il y a au contraire de jeunes musulmans – plutôt éduqués et intégrés en apparence dans le mode de vie européen ou nord-américain –, mais qui perçoivent ce même mode de vie comme ennemi de l'Islam par ce qu'il implique ou permet (par exemple la

sexualité, la transgression des interdits) et par ce qu'il ferait sur les terres de l'Islam – occupation des lieux saints en Arabie Saoudite par des troupes chrétiennes (américaines), perversion des dirigeants du monde arabe, soutien à Israël, etc. Or, le « vrai croyant » ne saurait rester indifférent au destin de la société dans laquelle il vit.

Par-delà cette profonde – et durable – mobilisation de réaction, les enquêtes qui ont suivi les attentats de septembre 2001 ont permis d'établir que les terroristes avaient développé divers mécanismes de contrôle mental pour accroître leurs chances de succès opérationnel. La peur, l'attente, le sentiment d'un danger précis, le doute sont en effet autant de facteurs de stress qui peuvent faire échouer une action violente réfléchie. Un des moyens de lutter contre cela est de tenter de remplacer la peur et ses expressions mentales incontrôlées par une pensée structurante (la prière par exemple), une attention volontaire et réfléchie qui produit un effort conscient de concentration, une attention augmentée (hyperprosaxie) et de manière sélective dans des états anxieux.

Comme l'écrivait le poète Nazir Khosraw :

« Pour l'homme, la peur de la mort est une maladie
Dont l'unique remède est la science de la Foi. »

Pendant plusieurs jours avant leur opération, les pirates de l'air ont ainsi étudié un texte produit par « Al Qaida » mêlant conseils pratiques (une sorte de *check list* de l'action à mener) et conseils spirituels d'accompagnement traduisant une vision interprétative de l'Islam d'ailleurs assez discutable, syncrétique et fourre-tout :

« 1. Fais le serment de mourir et renouvelle ton intention. Rase ton corps et passe-le à l'eau de Cologne. Douche-toi.

« 2. Assure-toi de bien connaître tous les détails du plan, et attends-toi à la riposte, à une réaction, de l'ennemi. »

Il est intéressant de constater la juxtaposition de deux niveaux – opérationnel et intime –, et la préparation du corps donne une destination mystique au passage à l'acte terroriste. Des rites de religion, de lavage, d'habillement coexistent avec des rites de vérification : « Ajuste tes vêtements, car c'est ainsi que les générations pieuses l'ont fait après le Prophète. Ils ajustaient leurs vêtements avant le combat. Ferme bien tes chaussures, et porte des chaussettes de façon que tes pieds soient solidement maintenus », « Ne pars pas de chez toi sans avoir fait tes ablutions » ; « Vérifie ton arme avant de partir,

longtemps avant de partir. Il te faut aiguiser le couteau, et ne pas faire souffrir l'animal que tu abats / pour t'exercer / », « Oublie complètement ce qu'on appelle "ce monde-ci", la vie ici-bas. L'heure du jeu n'est plus, l'heure grave est sur nous », etc. ; « rites » étant entendu ici comme des actes conjuratoires qui induisent une séduction tandis que celle-ci est accrue par la tentative de résister à l'accomplissement des rites.

Cet ensemble de rites possède une logique interne de conditionnement et de gradation, justifiée par des Sourates, qui entraînent peu à peu mais inexorablement ceux qui les accomplissent dans l'union vers la mort : « Si tout va bien, chacun de vous tapera sur l'épaule de l'autre, conscient que (M) et (T) dénombrent (K). Rappelle à tes frères que cet acte est pour le Tout-Puissant. Ne les trouble pas et ne les distrait pas. » Les procédures d'autocontrôle individuel s'accompagnent aussi de l'élaboration d'un « moi collectif », d'une solidarité du groupe pour vérifier en permanence l'appartenance de chacun au groupe et sa détermination.

« Bénis ton corps avec des versets du Coran (pour cela, on lit les versets entre les mains de quelqu'un, puis on frotte les mains au-dessus de ce qu'on veut bénir), et bénis les bagages, les vêtements, le couteau, bénis tes effets personnels, ta carte d'identité, ton passeport, et tous tes papiers. » Cette bénédiction des objets est riche de sens : elle permet de rassembler tous les objets nécessaires et de n'en oublier aucun. D'un point de vue religieux, elle paraît un peu contradictoire avec les exigences et rituels du salafisme. En revanche, ce ritualisme s'est parfois retrouvé dans d'autres violences islamistes : les moyens utilisés peuvent être bénis, et ainsi rendus nobles, de différentes manières. Un pistolet destiné à un meurtre sera béni si, avec cette arme, on se rend dans un sanctuaire vénéré et qu'on fait le tour de la tombe de l'imam. Autre moyen, on inscrit sur le canon les noms des « gens du châlè » ou un verset du Coran¹. Une bénédiction plus simple consiste à dire à voix basse, dans le canon, un verset approprié avant de tirer. L'arme avec laquelle un islamiste assassina le président égyptien Anouar el-Sadat, en octobre 1981, portait gravés les mots : « Au nom d'Allah le vengeur ! » (*Allah al-Mountaqim*).

1. Les « Gens du châlè » sont le Prophète, sa fille Fatïma et son mari, Ali, ainsi que leurs deux fils, Hassan et Hussein. Cette expression fait référence à la tradition selon laquelle le Prophète couvrait de son châlè ceux qu'il aimait particulièrement.

Ce processus de mobilisation opérationnel indique comment, dans leurs derniers instants, les terroristes ont contrôlé leurs peurs, vérifié leurs attitudes mutuelles. Ce contrôle des ultimes moments est à la fois la preuve de leur extraordinaire détermination et aussi – certainement – l'indice d'une forte présence et capacité d'endocritinement de l'organisation mère – « Al Qaida ».

Un manuel d'entraînement interne révèle d'ailleurs sans surprise que les militants doivent être matures, obéissants et avoir le goût du sacrifice.

« Al Qaida » : éléments islamiques et sécuritaires de son organisation

À proprement parler, « Al Qaida » n'existe pas. À l'origine, ce terme est empiriquement apparu parmi les islamistes pour désigner une des villas secondaires d'Oussama Ben Laden en Afghanistan dans laquelle se rendaient de jeunes musulmans venant du monde entier à des fins de formations militantes. Ainsi, littéralement, « Al Qaida » désignait une base au sens d'habitation¹. Puis, de nom commun, « Al Qaida » est devenu un nom propre auquel ses militants, les services de renseignement l'observant et les médias ont fini par donner une existence.

Comme on le sait, dans les années 80, les combattants musulmans en Afghanistan mirent en place des réseaux de recrutement au niveau mondial grâce à des soutiens financiers saoudiens et américains. Après le retrait soviétique de 1989, ces réseaux perdurèrent et dépassèrent ceux qui les avaient financés. « Al Qaida » a ainsi agrégé plusieurs réseaux déterritorialisés et liens de coopérations entre différentes organisations politiques violentes et autonomes à travers le monde musulman : en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Turquie, en Jordanie, au Tadjikistan, en Ouzbékistan, en Syrie, au Xinjiang, au Pakistan, au Bangladesh, en Malaisie, au Myanmar, en Indonésie, aux Philippines (Mindanao), au Liban, en Irak, en Arabie Saoudite, au Koweït, au Bahreïn, au Yémen, en Libye, en Tunisie, en Bosnie, au Kosovo, en Tchétchénie, au Daghestan, au Cachemire, au Soudan, en Somalie, au Kenya, en Tanzanie, en Azerbaïdjan, en Érythrée, en Ouganda, en Éthiopie, à Gaza, à Singapour, en

1. Voir par exemple l'entretien du Dr Saad Al-Fagih (www.pbs.org).

Europe occidentale et en Amérique du Nord¹. Ces organisations coopèrent ou ont coopéré ponctuellement avec « Al Qaida », mais gardent et garderont leur autonomie propre et leur capacité à agir si « Al Qaida » est un jour totalement démantelée.

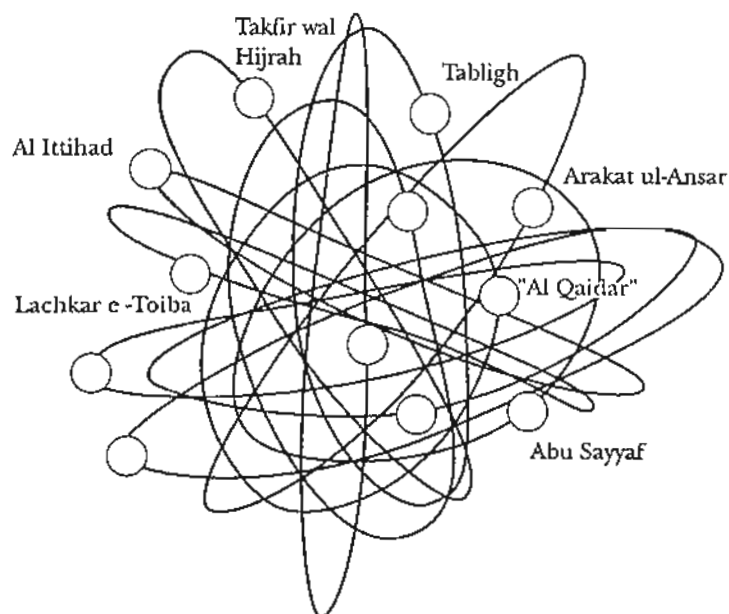
Un des théoriciens de ces initiatives fut le Dr Abdullah Azzam (universitaires saoudien assassiné à la fin des années 90 en Afghanistan) qui – avec le cheikh Muqbel au Yémen – est parfois estimé avoir été un des mentors de Ben Laden. Dans deux de ses ouvrages (*Rejoindre la caravane* et *Défense des terres musulmanes*), il recommande la création d'une « internationale » islamique à travers le monde, d'un réseau global d'activistes fondamentalistes musulmans qui pourrait faire le lien avec les organisations islamistes à travers le monde musulman et d'une communauté élargie de soldats formés et motivés.

« Al Qaida » procède de ces idées.

En 1982-1984, le Dr Azzam créa le *Maktab al Khidmat lil-mujahidin al-Arab* (MaK) ou Bureau afghan, qui avait pour fonction de susciter des vocations de combattants contre les Soviétiques. En tant que financier principal de ce bureau, Ben Laden était alors considéré comme l'adjoint d'Ayman. Les autres dirigeants paraissaient être Abdul Muizz, Abu Ayman, Abu Sayyaf, Samir Abdul Motaleb et Mohammad Yussuf Abass. Ben Laden était particulièrement chargé de la recherche de fonds. Le MaK aurait travaillé en liaison très étroite avec les services de renseignements pakistanais, le gouvernement saoudien, le gouvernement égyptien et les réseaux inorganisés des frères musulmans et autres fondamentalistes. Deux banques auraient permis la circulation sécurisée des fonds – *Dar al Mal al Islami* fondée en 1981 et *Dalla al Baraka* fondée en 1982 par des proches du roi Fadh d'Arabie. Ces banques auraient canalisé les fonds d'une vingtaine d'ONG islamistes dont certaines mises en cause à l'heure actuelle (l'International Islamic Relief Organization (IIRO), l'Islamic Relief Agency en particulier).

Si les organisations terroristes traditionnelles d'extrême gauche ou d'extrême droite étaient souvent construites en cellules ou en structure pyramidale dans les années 70 et 80, les organisations islamistes ne le sont pas. Ainsi « Al Qaida », club informel, est organisée comme et avec d'autres organisations islamistes en satellites autonomes qui gravitent les uns autour des autres (*Maktab*).

1. La liste n'est certainement pas close. L'Afrique paraît en particulier être l'objet depuis quelques années d'actions de prosélytisme et de créations de réseaux islamistes.



Structure de l'islamisme transnational

La « base » fonctionne ainsi avec différents groupes en des coopérations ponctuelles, évolutives et inconstantes, mais qui restent autonomes quoique interpénétrées. « Al Qaida » est ainsi un des éléments d'une confédération mouvante.

En interne, « Al Qaida » est organisée autour de Ben Laden, émir-général (« celui qui donne les ordres »), associé à d'autres dirigeants d'Al Qaida et le cas échéant des dirigeants des autres organisations terroristes disséminées à travers le monde. Ce statut d'« émir » n'a pas une origine religieuse, mais il a une origine archaïque ou traditionnelle dans le monde arabe.

Comme toute organisation sociale ou politique, Al Qaida est soumise à un processus de prise de décision complexe, à des luttes, à des concurrences internes. Ben Laden n'a pas forcément le monopole de la décision sous le prétexte qu'il incarne, qu'il symbolise une cause pour ses partisans et ses adversaires. Toute organisation terroriste prévoit en outre des remplaçants dans le cas où certains personnels

seraient arrêtés ou abattus d'une façon ou d'une autre. Ainsi, plusieurs successeurs de Ben Laden paraissent pouvoir émerger au sein même d'« Al Qaida ». Les analystes citent souvent le Dr Ayman Al Zawahiri, ou M. Atef qui pourraient être les « vrais » dirigeants ou les co-dirigeants avec Ben Laden.

Ben Laden lui-même est protégé par des gardes du corps de plusieurs nationalités qui disposent apparemment de véhicules blindés légers, voire de missiles sol-air type *Stinger*. Ben Laden et ses hommes adoptent régulièrement des postures de sécurité alternatives en bougeant, en effectuant des ruptures de filature, en se dispersant. Ainsi, en janvier 2000, Ben Laden changea brusquement d'endroit au moment précis où des pirates de l'air détournèrent un avion en Inde au Cachemire.

Les autres membres influents d'Al Qaida sont :

- Abdullah Ahmed Abdullah (Égyptien ou Saoudien), mêlé aux attentats contre les ambassades américaines d'Afrique orientale en 1998 et auparavant aux actions contre les rangs américains à Mogadiscio au début des années 90. Il paraît être membre du conseil consultatif et du comité religieux ;
- Saïf al Adel. Citoyen égyptien, membre du conseil consultatif et du comité militaire. Paraît avoir joué un rôle important en Somalie contre les soldats américains ;
- Muhammed Atef. Égyptien, cofondateur d'Al Qaida, membre du *majlis al-shura* et du comité militaire (décédé en novembre 2001) ;
- Anas al Liby (Libyen, membre du comité consultatif, il est accusé d'avoir fait des repérages autour de l'ambassade américaine du Kenya) ;
- Omar Mahmoud Othman Omar (Jordanien d'origine palestinienne, a obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne. Arrêté par la police britannique puis relâché en février 2001)¹ ;
- Mamdouh Mahmud Salim (Irakien, arrêté en Allemagne en septembre 1998. Il a dirigé des camps en Afghanistan et s'est occupé de certains aspects financiers de l'organisation. En novembre 2000, il a poignardé un gardien de prison dans l'œil, un autre dans le ventre et a projeté des produits irritants sur d'autres gardes à l'occasion d'une tentative d'évasion) ;

1. « Bin Laden Links Sought Amid Arrests », *Associated Press*, 21 février 2001.

— Ayman al-Zawahiri (Égyptien cofondateur d'« Al Qaïda » et membre du comité consultatif et du comité de la Fatwa. Il est aussi un des dirigeants du Djihad islamique égyptien et d'un groupe assez nouveau appelé *Talaa'al al-Fateh* (Avant-Garde de la Conquête)).

En dessous de ce niveau de direction se trouverait un conseil consultatif religieux (*majlis al shura*) qui considérerait, discuterait et le cas échéant approuverait, en conformité avec les préceptes du Coran tels qu'ils sont perçus par les salafistes, les actions politiques majeures, y compris dans une certaine mesure les actions terroristes. Au titre du droit coranique en effet, les musulmans sont incités à se consulter entre eux. En réalité, les plus compétents, les plus éclairés en matière de religion et/ou les plus âgés se réunissent, souvent dans la mosquée, pour parler des affaires du groupe et prendre collectivement une décision engageant tout le monde.

Quatre comités lui seraient soumis – militaire, études islamiques et de la *Fatwa*, financier et médiatique – étroitement compartimentés pour des raisons de sécurité :

- le comité militaire serait responsable du recrutement, de l'entraînement, du lancement et du soutien des actions terroristes. Ceci passerait par conséquent par les phases d'étude des cibles et de la mise au point de l'action au niveau des plans et programmes plutôt qu'au niveau de l'exécution opérationnelle ;
- le comité financier serait responsable de la préservation et du développement des structures matérielles et financières permettant à « Al Qaïda » de poursuivre ses activités ;
- le comité en charge des questions religieuses et juridiques serait responsable de l'élaboration ou de la justification des prises de position d'« Al Qaïda ». *Al-Fatwa* est une interprétation des textes de l'Islam (Coran, *Hadith*, *Ijmaa*, etc.) sur un problème donné et qui permet de connaître et de dégager des principes d'action et des avis de la religion. Elle ne peut – en principe et en droit – être contraire à un texte coranique ou *Hadith* ou à une autre source religieuse musulmane. Le comité religieux d'« Al Qaïda » est donc très important puisqu'il théorise et justifie une action de l'organisation et soutient les décisions du conseil consultatif ;

— le comité d'information a une fonction moderne de « relation publique » : un bureau de relations publiques existait à Londres qui fut démantelé par la police britannique. Ce comité d'information diffusait jusqu'en novembre 2001 divers textes en interne qui traitaient de l'organisation, de l'Islam et de la guerre sainte. Cet aspect des choses n'est pas à négliger et indique une dimension de prosélytisme et de formation religieuse permanente des membres d'« Al Qaïda » (*Al-Tadkir*).

« Al Qaïda » a ses propres militants qui sont soumis à un dispositif d'allégeance très contraignant (*Al-Bayat*). Ce concept a été employé dans l'histoire musulmane en plusieurs occasions : pendant la guerre sainte originelle, les musulmans – alors faibles en nombre et en armes – sont venus faire *Al-Bayat* à Mahomet pour lui témoigner de leur total engagement à ses côtés. Ce concept est encore utilisé pour désigner le roi du Maroc en sa qualité de chef des croyants. Dans « Al Qaïda », ses implications sont proprement vitales et peuvent engager la vie de celui qui s'y soumet. *Al-Bayat* est un serment d'obéissance absolue à obéir sans discuter aux ordres.

Les associés d'« Al Qaïda » n'ont pas à faire un tel serment. Ils assistent « Al Qaïda » en lui fournissant des renseignements, de l'argent ou des armes, ainsi que du recrutement. Ils peuvent appartenir à d'autres organisations terroristes et recevoir une formation ou un soutien logistique à travers les réseaux salafistes.

Réseaux transnationaux et groupes liés

« Al Qaïda » paraît avoir des actions manifestes ou latentes dans une cinquantaine d'États environ, ce qui ne présuppose pas une capacité à mener des actions terroristes dans chacun de ces pays. Certains sont plutôt considérés comme des bases arrière, des lieux de formation (Afghanistan, Allemagne, Espagne ou Danemark par exemple) permettant de frapper ailleurs (États-Unis, Cachemire, Inde ou France). « Al Qaïda » est aussi en liaison avec de nombreuses organisations islamistes, dont :

Asbat al Ansar (Liban) (dirigé par Abou Mahjan. Basé dans un camp palestinien au Liban. Accusé d'être à l'origine d'une semaine d'affrontements meurtriers, en janvier 2000, entre des extrémistes

sunnites et l'armée libanaise); Harakat ul-Ansar/mujahadeen (Pakistan); Al-Badar (Pakistan); Groupes islamiques armés (Algérie); Groupe salafiste de prédication et de combat (Algérie); Talaa al Fathi; le groupe de Roubaix (France); Harakat ul Djihad (Pakistan); Jaish Mohammed (Pakistan); Jamiat-u-ulema-e-Pakistan (Pakistan); Jamiat Ulema-e-Islam (JUI); Hezbollah (Liban); Hezb ul-Mujahideen; al-Gama'a al-Islamiyya (Égypte); al-Hadith (Pakistan); Hamas (Palestine); Bayt al-Imam (Jordanie); Djihad islamique (Palestine); Mouvement islamique d'Ouzbékistan; Al-Jihad (Bangladesh); Al-Jihad (Égypte); Al-Jihad (Yémen); Laskar e-Toiba (Pakistan); le Groupe islamique libyen; le Front de libération islamique moro (Philippines); le Mouvement des partisans (Cachemire); Abu Sayyaf (Philippines); Al-Ittihad (Somalie); le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Chine); les Talibans (Afghanistan), etc. La violence terroriste pourrait surgir de quelques-uns de ces groupes islamistes.

L'ensemble de ces organisations sont engagées dans des combats multiples à travers le monde, parfois contradictoires ou mobilisateurs d'énergie et de ressources. Aussi, « Al Qaida » – dans cette nébuleuse d'organisations – est davantage un facilitateur d'initiatives qu'un fédérateur. Mais, dispersées, souvent déterritorialisées, elles représentent plusieurs milliers de combattants et de militants capables un jour où l'autre de recourir aux pratiques terroristes. En ce sens, sans même parler d'une résolution profonde et structurelle de cette violence politique actuelle, la simple lutte contre ces organisations prendra plusieurs années.

*Mobilités terroristes, réseaux déterritorialisés
et « néo-afghans » :
l'exemple d'Ahmed Ressam*

La mobilité des militants islamistes actuels est à l'image de l'époque – un symptôme de la globalisation du monde. Un parfait exemple est celui d'Ahmed Ressam, condamné en avril 2001 à cent quarante ans de prison. Il a depuis décrit son périple et ses liens avec les réseaux transnationaux salafistes aux autorités américaines. Son profil de jeune diplômé islamisé à un moment ou un autre ressemble à celui de Mohamed Atta qui lança un des Boeing contre les tours new-yorkaises.

Ressam quitta l'Algérie en 1992, s'arrêta en Corse puis alla au

Canada en 1994. À Montréal, il contacte la communauté musulmane et devint un régulier de la mosquée locale. En 1998, il se rendit en Afghanistan avec une lettre de recommandation de l'imam de sa mosquée. Il y rencontra Zein al Abadin *alias* « Abu Zubeidah, » en charge de la réception des militants de la guerre sainte. Ressam fut envoyé dans un camp d'entraînement (Al Khaldun)¹. Puis il passa plusieurs mois dans d'autres camps, dont celui de Darounta. Il y reçut en particulier une instruction au maniement d'armes et fréquenta, selon ses dires, une centaine de ses homologues venant de nombreux pays arabes et européens (Allemagne, France, Suède en particulier). À la fin de son entraînement, on lui donna 12 000 \$ américains pour monter son opération.

Il retourna au Canada et rencontra ses complices. Certains des membres de sa cellule, en provenance de Grande-Bretagne, ne reçurent pas l'autorisation d'entrer au Canada, tandis que d'autres étaient hésitants. Il se décida à agir principalement seul et s'intéressa particulièrement à l'aéroport de Los Angeles. Il reconnut que cette cible avait été choisie en Afghanistan avec « Abu Doha » qui fut arrêté en Grande-Bretagne en 2001 et qui était lié à une cellule terroriste en Allemagne (cible projetée : la cathédrale de Strasbourg) et une autre en Espagne.

Par-delà la décapitation d'« Al Qaida » en Afghanistan, le devenir des cellules autonomes disséminées à travers le monde – singulièrement en Europe ou en Amérique du Nord – reste préoccupant. Ces cellules – déjà composées et introduites en Europe ou aux États-Unis (plusieurs centaines de personnes?) – pourraient avoir tendance à décider d'agir en voyant les structures afghanes détruites. À l'origine de cette menace persistante se trouvent les « néo-Afghans » – ces jeunes hommes militants, souvent algériens, mais aussi français qui sont allés en Afghanistan pour se former depuis la fin des années 90 grâce à des organisations ou à des associations prosélytes. Ils sont retournés en Europe et au Canada, ont recruté, se sont mis en positions sociale et matérielle de pouvoir attendre le moment d'agir. Ces douzaines de cellules ou petits groupes « artisanaux » se financent avec des actions de petite criminalité (drogue, vols ou cambriolages), etc. Les nombreuses arrestations « préemptives » à travers le monde (à la fin de novembre 2001, un millier de personnes aux États-Unis, 400 dans une cinquantaine d'États) sont l'indice de la réalité de cette menace.

1. L. A. Times, 4 juillet 2001.

À l'origine du 11 septembre 2001 et après : les productions de l'islamisme

Les événements de septembre 2001 ne sauraient être entièrement compris par leur seule analyse technique. Leur origine est lointaine – la création de l'Arabie Saoudite et la légitimation de la famille saoudienne régnante par une interprétation sectaire de l'Islam¹ – le wahhabisme² ; ou plus proche – la guerre d'Afghanistan et les soutiens américains et saoudiens aux combattants musulmans (dont Ben Laden) contre les troupes soviétiques³ ; ou encore plus profonde – l'utilisation du référentiel de l'Islam comme source de mobilisation *par* puis *contre* les États⁴.

L'islamisme a en effet évolué depuis la révolution chiite en Iran : les grands mouvements islamistes, souvent des partis politiques inscrits dans une vie politique nationale, sont en voie d'intégration et de normalisation : ainsi en Iran, en Turquie, voire en Égypte⁵. En revanche, des mouvements transnationaux sunnites sont en progression sensible en termes de mobilisation, alors même que leur programme ou fondement doctrinal paraissent assez pauvres : par exemple, l'application de la loi islamique (*Shari'a*) à la société, l'unification de la fantasmatique communauté musulmane mondiale (*Oummah*). Cette radicalisation paraît enfin se faire plutôt à travers

1. L'Islam étant entendu ici comme une civilisation où la séparation du religieux et du politique est rarement envisagée et qui se développe dans des sociétés qu'il renforce.
2. Le chef de la secte religieuse wahhabite, Abdul Azziz Ibn Séoud, souverain du Hedj (capitale Riyadh), avait conclu avec les Anglais un traité d'alliance en décembre 1913. À la différence d'Hussein, chef de la famille hachémite, roi du Hedjaz, héritier de La Mecque, il n'avait pas été très actif dans la guerre contre les Turcs. Une guerre entre ces deux parties tourna en faveur d'Ibn Séoud qui fut alors soutenu par les Anglais. Ibn Séoud finit par unifier par les armes la plus grande partie de la péninsule arabique et, en janvier 1926, il fut proclamé roi, puis en contrepartie de l'abandon de prétentions d'une frontière commune avec la Syrie, un traité avec l'Angleterre reconnut l'indépendance de l'Arabie Saoudite en mai 1927.
3. Voir sur ce sujet l'excellent ouvrage de J. K. Cooley, *Unholy Wars*, Londres, Pluto Press, 1999. Voir aussi sur le rôle des forces spéciales occidentales dans la guerre d'Afghanistan contre l'Armée rouge l'ouvrage de T. Carew, *Jihad*?, Edinburgh, Mainstream Publishing Company Ltd, 2000.
4. On évitera par conséquent les dichotomies usées et stéréotypées « Islam » contre « démocratie » ou « islamisme » contre « modernité ».
5. O. Roy, Les évolutions de l'islamisme, *Bulletin du CAP*, n° 74, automne-hiver 2000-2001, p. 377 et s.

des guerres ou des endroits où les États sont « échoués », fragilisés ou remis en cause – l'Afghanistan, le Pakistan¹.

L'« Islam vagabond », ainsi que l'a désigné un universitaire libanais, c'est-à-dire la diaspora disséminée à travers le monde et singulièrement en Europe, est le réseau communautaire transnational où le fondamentalisme prolifère : les attentats contre New York montrent combien les groupes terroristes sont aujourd'hui plus qu'hier organisés sur plusieurs pays, utilisant les populations immigrées ou les diasporas, largement pacifiques, comme un « édreton » dans lequel prospérer et agir le cas échéant en bénéficiant des avantages divers que les démocraties représentatives d'Europe ou d'Amérique du Nord procurent.

Le fondamentalisme est divisé en deux courants qui ont d'ailleurs effectué certains rapprochements ces dernières années autour du symbole de Ben Laden : d'un côté les Frères musulmans (inspirés par le penseur arabe contemporain Sayed Qotb), de l'autre le salafisme (*Salaf* – ceux qui nous précèdent, les ancêtres) qui prétend en revenir à une lecture ultrarigoureuse, puritaine, de l'Islam et qui tend à dépasser les différences et différends des pays arabes. Le salafisme, proche du wahhabisme saoudien, est une critique qui se popularise de certains « travers » des États arabes – la « décadence » supposée de certains dirigeants (égyptiens, saoudiens, iraniens, tunisiens, algériens par exemple) ; la présence de troupes américaines – c'est-à-dire occidentales et chrétiennes – sur les lieux saints de l'Islam en Arabie Saoudite, etc. Le salafisme repose sur diverses idées : la purification constante de l'âme par l'adhésion stricte à la loi divine (haine de la corruption et de l'hypocrisie, intégrité et droiture comme valeur morale) ; monothéisme (*Tawhid*) et reconnaissance du Coran comme source indiscutable de l'Islam. Les salafistes considèrent comme apostats (assimilés aux infidèles – les Kafirs) les musulmans qui ne se conduisent pas selon les canons salafistes à l'égard de l'Islam².

Pendant les années 80 et 90 en effet, il s'est produit l'émergence de groupes islamiques à motivation religieuse et protestataire, plutôt que politique : leur message, scandalisé et propagé par des pratiques terroristes, dénonce plutôt qu'il ne propose une alternative politique élaborée. Il est vrai que les sociétés musulmanes se sont singulière-

1. Voir sur ce point la contribution de l'auteur à : *États « échoués » et mégapoles ingouvernables*, Paris, PUF, novembre 2001.
2. X. Ruffer, « Le tour du monde des islamistes », *L'Histoire*, n° 224, septembre 1998.

ment réislamisées dans les années 80 et 90. Cette réislamisation a pu être spontanée ou favorisée par les États et ainsi être officielle (pour lutter contre l'influence et le prosélytisme iranien). Les actions étatiques se sont souvent traduites – par souci de réforme – par une montée en puissance sensible des religieux qui ont eu tendance à dire et faire l'Islam, se substituant ainsi à une « religiosité » plus spontanée et populaire. L'Association des *Oulémas* algériens a ainsi par exemple donné une caution morale à l'État algérien, mais s'est en contrepartie renforcée. Les pays arabes jusqu'alors plutôt laïcs – outre l'Algérie, l'Égypte ou la Turquie – n'ont pas laïcisé leurs sociétés mais, au contraire, ils ont essayé de récupérer la sphère religieuse à leur profit. En Algérie ou en Égypte, l'affaiblissement des États a cependant favorisé l'émergence de formes religieuses radicales¹. Les tendances à l'élaboration d'une société islamique l'ont emporté peu à peu sur les aspirations à la formation d'États-nations rationnels et modernes².

Cette radicalisation – favorisée par des essais infructueux de libéralisation sociopolitique – s'est concrétisée par la multiplication d'écoles religieuses étatiques (en Turquie) ou privées (au Pakistan). Ces écoles ont multiplié le nombre de personnes formées à une forme militante d'exégèse du Coran et pour qui l'islamisation de la société civile est un horizon indépassable. Certains États ont été jusqu'à appliquer la loi islamique à leur société et à s'appuyer sur des religieux conservateurs – la *shari'a* – : la constitution égyptienne de 1972 (plus un chef d'État qui devient « Président-croyant » (*al-ra'is al-mu'min*)), le Soudan en 1983, le Pakistan en 1985. Quelques années plus tard, ce vaste mouvement a largement dépassé ses initiateurs.

Des États ont cependant été ambigus ou complices :

Les limites de la présente étude empêchent d'accorder toute leur part au Pakistan et à l'Arabie Saoudite. Mais, par exemple, le prosély-

tisme saoudien a souvent été sous-traité à des personnalités et à des organisations non saoudiennes, en particulier en raison de la faiblesse démographique du pays. Bien qu'au moins une ONG directement financée par le gouvernement saoudien ait été utilisée par les salafistes pour financer leurs opérations – *International Islamic Relief Organization* – cette organisation a été laissée hors de la liste des individus, sociétés ou organisations suspectés de soutien au terrorisme, élaborée par la Grande-Bretagne. Une autre ONG, le Rabita Trust for the Rehabilitation of Stranded Pakistanis, a elle aussi été exclue parce que le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, était membre de son conseil d'administration et qu'il a refusé de s'en retirer.

La Grande-Bretagne – par souci de tranquillité domestique ? Ou parce que ses services spécialisés étaient mobilisés par l'IRA ? – a elle aussi eu certains comportements ambigus : les islamistes ont longtemps utilisé la Grande-Bretagne comme base arrière où ils pouvaient profiter de la liberté d'expression. De nombreux sites internet islamistes sont gérés à partir de la Grande-Bretagne (www.umma.com par exemple) attaqua récemment l'État d'Israël en envoyant de nombreux e-mails pour saturer les messageries électroniques de certains sites officiels). Certains fonds caritatifs servent encore à financer les activités du Hamas. Des islamistes liés à l'Islamic Council of Europe et au conseil pour la *Fatwa*, agissant depuis la Grande-Bretagne, ont publié une *fatwa* soutenant les attaques du 11 septembre 2001 (www.IslamOnline.net). Enfin, de nombreux islamistes égyptiens ou yéménites bénéficient du statut de réfugié politique, ce qui est à la fois la grandeur de la démocratie anglaise et une de ses faiblesses.

1. Voir par exemple G. Kepel, *Le Prophète et le Pharaon : les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984 ; ou A. Roussillon, *L'Égypte et l'Algérie au péril de la libéralisation*, Le Caire, CEDEJ-CNRS, 1996.

2. C'est aussi l'opinion de B. Étienne, *L'Islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987, p. 267 : « L'originalité des sociétés arabo-musulmanes contemporaines, bien qu'extrêmement diversifiées, est qu'elles présentent une "entropie caractéristique" qui se traduit par d'extrêmes difficultés à se couler dans la rationalité des États-nations, tandis que les tendances à la reconstitution de communautés primordiales sont, partout, sinon les plus fortes tout au moins productrices de tensions contradictoires. »